

balancer l'influence des Magyars, et de servir, avec leur propre cause, celle de la monarchie. Mais un programme historique réduit au seul royaume de Bohême — à la province de Bohême, et non à l'État bohême — n'a rien de national : il est tronqué et inefficace. C'est celui pourtant que Clam formule au Reichsrath. La voix des Tchèques ne peut pas s'y faire entendre : toujours suspects d'esprit révolutionnaire et aussi de hussitisme, ils en ont, seuls parmi toutes les nationalités de la monarchie, été exclus. La couronne de Saint-Venceslas y est représentée moitié par des seigneurs féodaux, moitié par des avocats et des industriels allemands. Ceux-ci sont centralistes, ceux-là provincialistes. En face des Hongrois, derrière lesquels il y a une nation entière, Clam représente un clan de quarante ou cinquante familles. Pour eux, il s'agit de restaurer l'État hongrois magyar ; pour lui, de relever dans les provinces autrichiennes les Constitutions aristocratiques, non point comme boulevard des nationalités, mais comme citadelle du conservatisme, comme rempart contre la bureaucratie, la centralisation, le libéralisme. Prisonnier de ses propres formules, il défend avec une fougue irréfléchie une théorie qui, inventée par des Hongrois et pour la Hongrie, ne pouvait profiter qu'à elle. Il fallait un fort optimisme ou une étrange naïveté pour croire que, par la seule vertu des mots et des principes, la Diète du Vorarlberg, aussitôt proclamée l'égalité de droits entre les diverses individualités historico-politiques de la monarchie, deviendrait l'égal en autorité et en influence de la Diète de Hongrie. Il n'y a pas moins, cependant, que cette énormité, sous l'adhésion enthousiaste de Clam aux doctrines d'Eötvös et aux formules de Szécsen.

Le Reichsrath renforcé ouvrit le 31 mai sa session, qui se divisa en deux parties très distinctes. Durant les trois premières semaines, cinq séances seulement furent tenues, sans autre résultat positif que la nomination d'un comité de vingt et un membres chargé d'examiner le budget. Les Hongrois, fidèles à leur tactique, empêchèrent toute autre mesure. Ils se bornèrent à faire en toute occasion le procès de l'absolutisme, et à affirmer les droits de leur pays. Le 19 juillet, après une interruption de près d'un mois, que le public considérait déjà comme définitive, l'assemblée fut réunie pour entendre la lecture d'une communication impériale. Les difficultés financières n'avaient pas diminué, et le nouveau ministre des finances, Plener, n'attendait le salut que d'un réel contrôle parlementaire, d'une vraie Constitution. A sa demande ¹,

1. Souvenirs de Plener, dans *Neue Freie Presse*, 27 juin 1901.